



L'EFFET DE PROPAGATION :

UNE APPROCHE ORIGINALE POUR RÉDUIRE LES EFFETS DE LA SÉCHERESSE ET CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE



Derrière chaque goutte d'eau se cache une histoire sur la vie et les moyens de subsistance. L'eau est une ressource essentielle pour l'humanité et pour tous les écosystèmes de la planète. Mais une population mondiale toujours plus nombreuse, qui devrait atteindre 9,7 milliards d'habitants en 2050, ainsi que l'augmentation de la consommation d'eau par habitant, font peser une pression croissante sur les ressources hydriques. Cela tient en grande partie à des changements intervenus dans l'alimentation ainsi qu'à des systèmes de production alimentaire grands consommateurs d'eau. Cette dernière n'est pas toujours disponible quand et là où les populations en ont besoin. Le changement climatique, les sécheresses et les inondations ainsi que les méthodes de gestion des terres et de l'eau contribuent à créer des conditions parfois extrêmes au niveau local. On estime que la demande d'eau augmentera de 55% d'ici à 2050, ce qui accentuera les pressions déjà existantes.

C'est au niveau de cette ressource que les populations ressentiront le plus fortement les effets du changement climatique. Les pauvres, qui sont les plus vulnérables à la pénurie d'eau, devraient en être les plus affectés. Cette dernière se traduit notamment par la volatilité des prix des denrées. Mais l'effet de propagation ne s'arrête pas là. Les sécheresses et le recul de la productivité entraînent à leur tour une diminution des revenus agricoles, une accélération de la pression migratoire, et des conflits pour les ressources. La pénurie d'eau pourrait à elle seule coûter à certaines régions 6 points de PIB. Les zones arides en particulier sont touchées à la fois par la pénurie d'eau et par la dégradation des terres. Les choix opérés en matière de gestion des terres sont une composante sous-évaluée de notre stratégie visant à gérer les risques de sécheresse et à construire un avenir résilient.

Cette brochure présente l'impact des sécheresses actuelles ainsi que des projections pour l'avenir. Elle suggère fortement qu'en matière de sécheresse, il sera indispensable de dépasser le paradigme dominant des approches réactives résultant de situations de crise pour s'orienter vers des approches proactives axées sur les risques de façon à réduire, ou d'atténuer les répercussions des risques de sécheresses, d'inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Elle explique aussi comment, dans ce contexte, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) intensifie son travail sur les questions liées à la sécheresse et au manque d'eau en général.

Comme vous le verrez, la CNULCD s'emploie actuellement avec différents pays et partenaires à aborder de manière proactive les principaux piliers de la préparation et de la planification face aux sécheresses : suivi et alerte précoce, évaluation de la vulnérabilité et mesures visant à atténuer les risques. Un changement de paradigme, à cet égard, permettrait de créer un effet de propagation positif. Il serait ainsi possible d'atténuer les répercussions les plus graves des sécheresses, les décideurs politiques seraient mieux informés et les populations vulnérables et à risque plus résilientes. Si les ressources terrestres et hydriques sont gérées conjointement de manière durable, non seulement les écosystèmes survivront, mais ils prospéreront. Des opportunités de croissance et de développement, même dans les régions exposées aux sécheresses, ne manqueront pas de s'offrir si l'eau est disponible en quantité suffisante.

Monique Barbut
Secrétaire exécutive

Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification

ÉVALUATION DE LA SITUATION, PROJECTIONS ET IMPACTS

Depuis toujours, les populations ont eu à souffrir de sécheresses. De tels épisodes récemment survenus en Afrique australe et orientale, dans de grandes parties de l'Amérique centrale, des Caraïbes et de la région Asie-Pacifique l'ont démontré clairement. Tout le monde s'accorde à dire que les sécheresses entraînent des pertes de production agricole et de bétail. Il est aujourd'hui reconnu qu'elles ont aussi des effets secondaires importants, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la santé¹. Elles coûtent des milliards de dollars à l'économie mondiale, bien des gens étant dans l'obligation de migrer afin de trouver du travail et de meilleures opportunités économiques. Mais les répercussions des sécheresses sur la sécurité des populations et les conflits sont elles aussi nettement négatives. C'est ainsi par exemple que la sécheresse prolongée des années 2006-2010 en Syrie est souvent mentionnée comme étant l'un des facteurs de la crise migratoire en Europe. L'Afrique connaît une évolution analogue. Des conflits sont susceptibles de survenir à long terme du fait que les sécheresses diminuent la productivité des sols. À mesure de la perte de qualité de la terre, l'insécurité alimentaire et l'effondrement des systèmes de subsistance des zones rurales deviennent de nouveaux facteurs de conflits et de migrations massives et forcées.

L'année 2015 a été la plus sèche et l'une des plus chaudes depuis le début du recueillement de données statistiques à ce sujet il y a plus d'un siècle. Les situations de sécheresse, prédominantes un peu partout dans le monde², ont été encore aggravées par le phénomène climatique El Niño. Nombre de pays ont été confrontés à des sécheresses d'envergure majeure accompagnées de décès ainsi que de pertes de récoltes et de bétail, tandis que d'autres communautés subissaient de fortes précipitations et de graves inondations.

Bien que le phénomène s'atténue désormais, et que les sécheresses les plus graves diminueront en 2016, nous savons que ces dernières ainsi que ces mauvaises conditions météorologiques feront à nouveau leur apparition. La question est seulement de savoir quand et à quel degré.



Carte : illustration des impacts des sécheresses de 2015-2016

Amérique latine et Caraïbes

La Bolivie a été victime de la sécheresse dans les régions montagneuses, tandis que les inondations se concentrent dans le centre. 31 000 familles ont subi des pertes de production agricole et 854 000 animaux ont été perdus. Au Salvador, 700 000 personnes touchées par la sécheresse ont besoin d'une aide alimentaire, tandis que 156 000 personnes sont confrontées à une crise correspondant à la phase 3³ de l'IPC (« Crise alimentaire et des moyens d'existence aigüe »). Au Guatemala, la sécheresse a occasionné des pertes importantes pouvant aller jusqu'à 50% de la production agricole. Plus d'un million de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire. Haïti compte 3,6 millions de personnes touchées par la sécheresse et 1,5 million par l'insécurité alimentaire. Au Venezuela, une sécheresse prolongée a fait baisser le niveau d'eau du principal barrage alimentant Caracas en électricité à des niveaux critiques. En avril 2016, le gouvernement vénézuélien a été contraint d'imposer un semaine de travail de deux jours aux travailleurs du secteur public, une mesure temporaire destinée à surmonter une grave crise énergétique causée par la sécheresse.⁴

Afrique de l'Est

Plus de 20 millions de personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Est. Les pénuries d'eau ont accru l'incidence des maladies transmises par l'eau ou par des vecteurs. En Éthiopie seulement, 10,2 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire. La sécheresse a conduit les enfants à quitter l'école pour aller chercher de l'eau sur de longues distances. Au Soudan, elle a entraîné une diminution des superficies cultivables, mais également des pâturages, ce qui a conduit à la migration du bétail, à un nombre croissant de conflits entre les agriculteurs et à une diminution de la quantité d'eau disponible, cause de maladies hydriques et de malnutrition. En Somalie, quelque 380 000 personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire dans les zones où les pâturages ont été frappés par la sécheresse.



Afrique australe

28 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire. Selon le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning Systems Net Work, FEWS NET), 2,5 millions de personnes étaient classées en phase 3 de l'IPC (niveau de crise : Crise alimentaire et des moyens d'existence aigüe). En Angola, plus de 10 000 personnes ont été déplacées en raison des inondations ; 1,4 million ont été confrontées à l'insécurité alimentaire, et 700 000 au risque d'insécurité alimentaire. Le Lesotho a dû faire face à une grave sécheresse qui a touché plus de 370 000 personnes, lesquelles ont eu besoin d'une aide alimentaire et financière immédiate. Plus de 2,8 millions de personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire au Malawi. Le Swaziland, victime lui aussi d'une grave sécheresse, a perdu une grande partie de ses cultures et de son bétail. Au Zimbabwe, 26% de la population a été confrontée à des pénuries alimentaires, 600 000 personnes se trouvant en phase 3 de l'IPC à cause de la sécheresse. La production de maïs a baissé de presque 50% par rapport aux récoltes de l'année précédente. Madagascar reste confronté à un risque élevé de fortes précipitations dans le nord et à une sécheresse prolongée dans le sud du pays. La Zambie compte près de 800 000 personnes victimes d'insécurité alimentaire ; la sécheresse a fait baisser le niveau d'eau du barrage hydroélectrique de Kariba, ayant pour conséquence la perte d'emploi de milliers de personnes.⁵

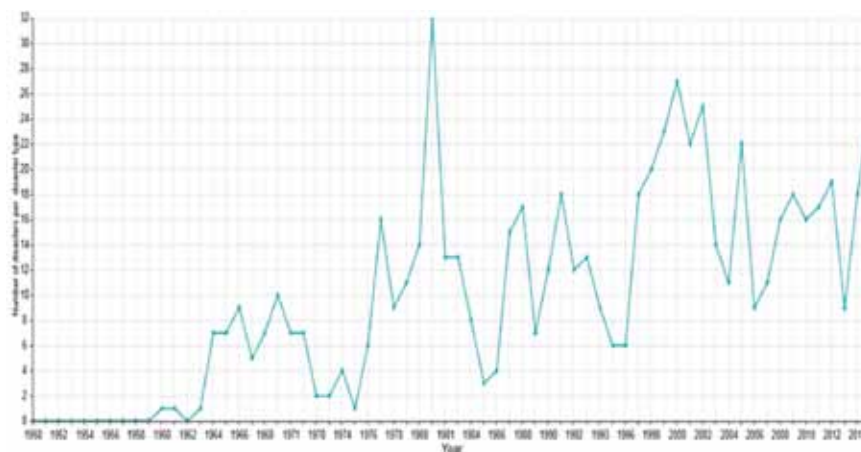
Asie/Pacifique

En mars 2016, les agriculteurs des Philippines ont manifesté violemment pour exiger une aide gouvernementale, des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles ayant été touchées par la sécheresse. Un agriculteur a d'ailleurs trouvé la mort lorsque les protestations ont dégénéré⁶. Les îles Marshall ont décrété l'état d'urgence, 23 % de la population étant victime d'une grave sécheresse et 3500 personnes d'une sécheresse modérée. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, 2,7 millions de personnes (près de 40% de la population) ont été touchées par ce fléau. De fortes pluies ont provoqué des inondations et des glissements de terrain dans quelques régions. L'Inde connaît également l'une des sécheresses les plus graves depuis des décennies, 330 millions de personnes au moins sont touchées.

TENDANCES ET PROJECTIONS CONCERNANT LA SÉCHERESSE

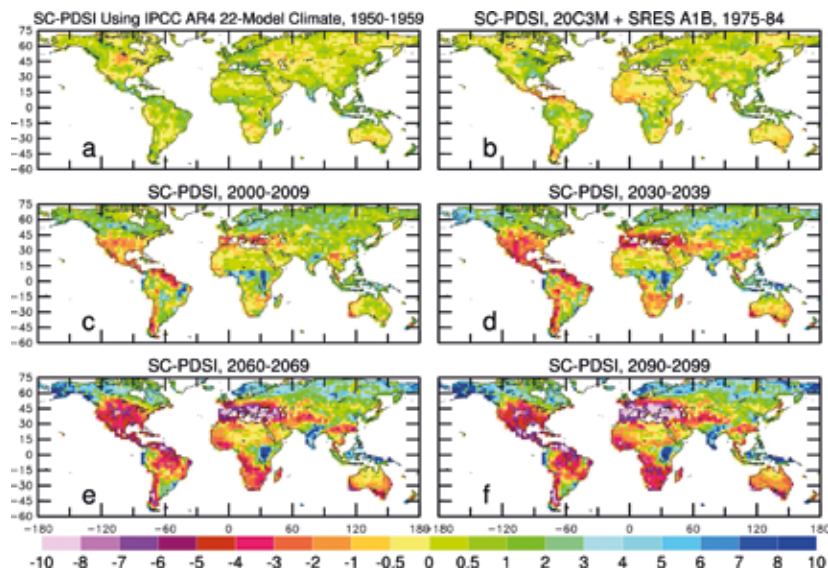
Sur la période 1950-2015, selon les données fournies par l'EM-DAT, une base de données internationale sur les catastrophes naturelles, 685 épisodes de sécheresse ont été signalés dans le monde. Au cours des dernières décennies, il est clair que les épisodes de sécheresse se sont produits de manière plus fréquente. Cette tendance devrait s'accroître au XXI^e siècle (Figure1).

Figure 1: Base de données internationale sur les catastrophes naturelles EM-DAT. Sécheresses sur la période 1950-2015 (Source : EM-DAT, 2016)



Au cours des décennies à venir, les sécheresses devraient être encore plus fréquentes, plus graves, plus longues et plus étendues spatialement. Ce sont avant tout l'Afrique, le Sud de l'Europe, le Moyen-Orient, la plus grande partie des Amériques, l'Australie et l'Asie du Sud-Est qui sont concernés (Figure 2).

Figure 2: Sécheresses potentielles sur la période 2000-2099, Source : Dai, A., (2011)



Une grande partie de la population mondiale sera exposée à ce fléau. Avec le changement climatique, les précipitations gagneront en intensité mais leur fréquence diminuera, ce qui se traduira par un allongement des périodes sèches. Les crues soudaines/débordements seront ainsi plus nombreux et les sols moins humides, ce qui accentuera le risque de sécheresse.

IMPACTS

La sécheresse reste une catastrophe majeure qui occasionne des dommages considérables pour le bien-être humain, l'environnement et l'économie. L'EM-DAT a enregistré des pertes d'un total de 135 milliards de dollars suite aux sécheresses survenues entre 1900 et 2013 (Tableau 1). Il est également intéressant de noter que bien que le nombre de décès occasionnés par les sécheresses soit en diminution, l'incidence des épisodes augmente (Figure 3).

Tableau 1. Vue d'ensemble du nombre de sécheresses et de leur importance dans le monde au cours de la période 1900 - 2013

| Continent | # of events | # of people killed | # of people affected | Damage ($\times 10^3$ USD) |
|--------------|-------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|
| Africa | 291 | 847 143 | 362 225 799 | 2 920 593 |
| Americas | 134 | 77 | 69 505 391 | 50 471 139 |
| Asia | 153 | 9 663 389 | 1 707 836 029 | 44 251 865 |
| Europe | 42 | 1 200 002 | 15 488 769 | 25 481 309 |
| Oceania | 22 | 660 | 8 034 019 | 12 303 000 |
| Total | 642 | 11 711 271 | 2 163 090 007 | 135 427 906 |

Source: EM-DAT: The International Disaster Database. Centre for Research on the Epidemiology of Disasters-CRED; <http://www.emdat.be/database>, last accessed: 13 January 2014.

Figure 3 : Nombres de décès entrainés par la sécheresse au cours de la période 1950-2015. (Source : EM-DAT, 2016)

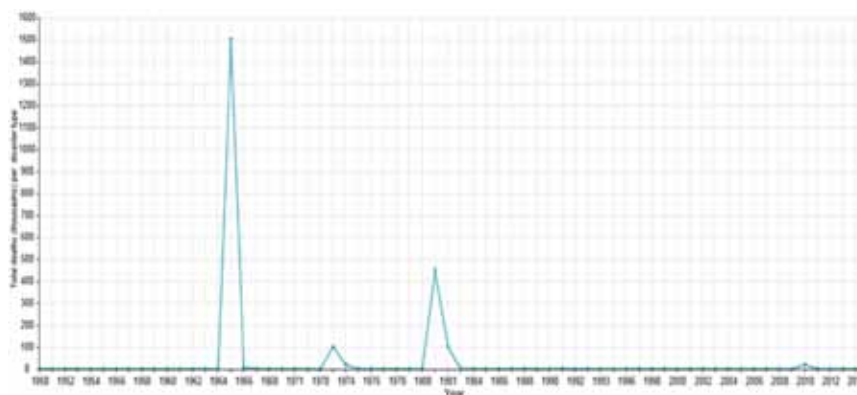


Figure 4: Conséquences économiques totales des sécheresses au cours de la période 1950-2015 (millions USD rapportés à la valeur de 2014)
(Source: EM-DAT 2016)

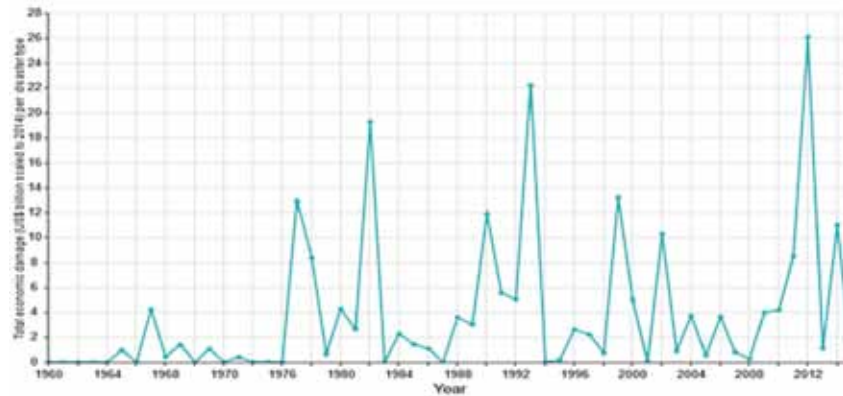


Figure 5a: Pourcentage de répartition moyen des pertes et dommages sur les cultures par type de fléau (Source The impacts of natural hazards on agriculture, food security and nutrition (FAO,2015)

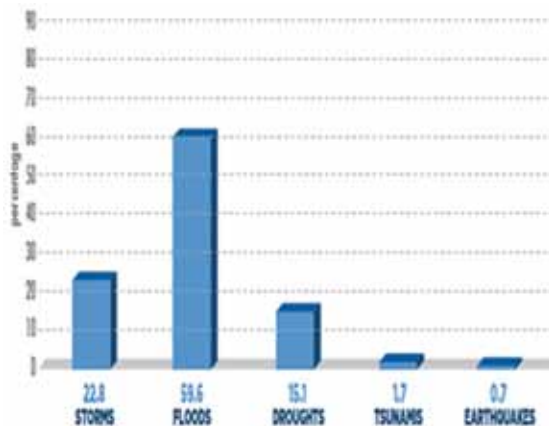
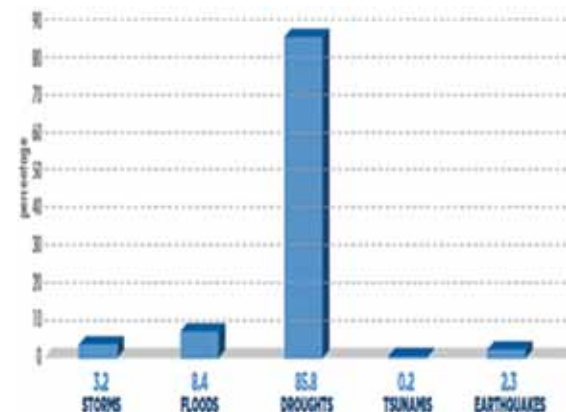


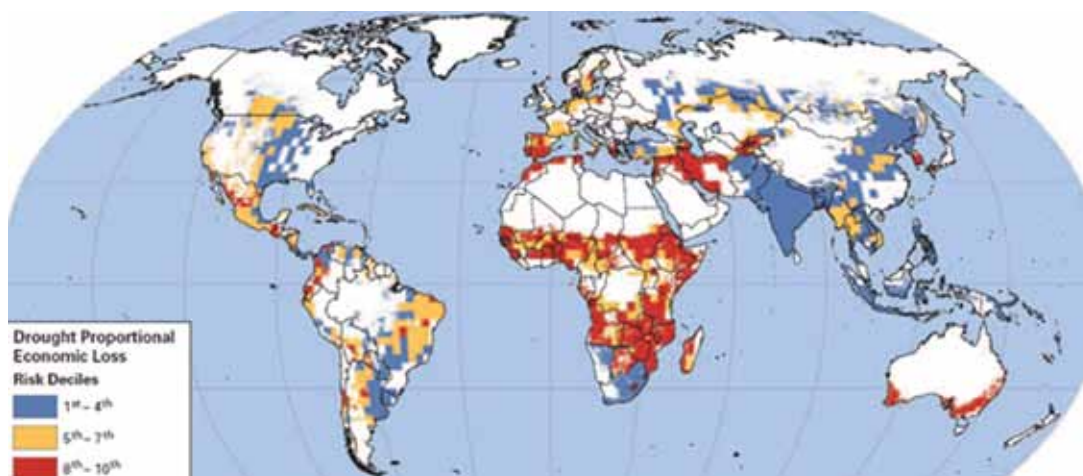
Figure 5b: Pourcentage de répartition moyen des pertes et dommages sur le bétail par type de fléau. (Source The impacts of natural hazards on agriculture, food security and nutrition (FAO,2015)



D'après la FAO, l'agriculture est durement frappée par les catastrophes naturelles. Plus de 15% de ces dommages et pertes ont été occasionnés par des sécheresses (Figure 5a). Ces dernières, qui sont responsables de 85,5% des pertes de bétail, représentent le danger naturel le plus mortel pour les animaux d'élevage (Figure 5b).

La répartition des pertes imputables aux sécheresses montre des pertes relatives élevées en Afrique sub-saharienne. Mais l'Amérique Centrale et du Sud, le Sud de l'Europe, le Moyen Orient et le Sud de l'Australie sont également exposés à un risque important⁸.

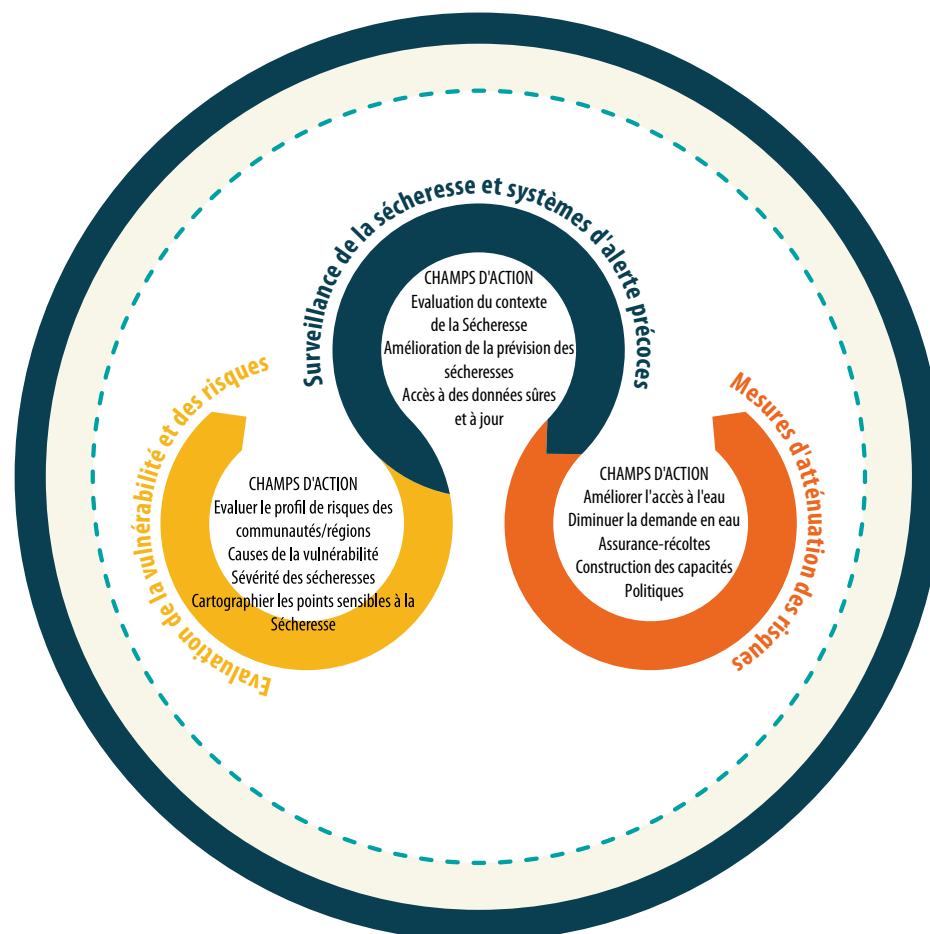
Figure 6: répartition globale du risque de sécheresse. Pertes économiques proportionnelles au PIB. (Source: Natural Disaster Hotspots: A Global Risk Analysis, Banque Mondiale, 2005)



Les prévisions concernant la pression exercée sur les ressources hydriques ainsi que l'intensification et l'aggravation des sécheresses rendent indispensable un changement de paradigme. Une « gestion de crise »⁹ mal coordonnée en cas de sécheresse ne suffira plus. Ce qu'il faut désormais, c'est une approche bien planifiée axée sur la réduction des effets (risques) des sécheresses.

L'adoption de politiques nationales de lutte contre les sécheresses visant à réduire les risques et complétées par des plans d'atténuation à plusieurs niveaux gouvernementaux aura des effets de propagation significatifs dans les secteurs clés. Elle seconderait la mise en œuvre du sixième objectif de développement durable grâce à la promotion d'une gestion intégrée des ressources en eau. La vulnérabilité face aux futurs épisodes de sécheresses peut être réduite de manière significative et la capacité des communautés et même de nations entières à y faire face améliorée (figure 7).

Figure 7: Champs d'action portant sur les piliers clés de la préparation aux situations de sécheresse (notre compilation).



Une approche proactive pour améliorer la résilience à la sécheresse et en atténuer les risques est basée sur trois piliers importants (Figure 7):

- la surveillance de la sécheresse et des systèmes d'alerte précoce ;
- l'évaluation des vulnérabilités et des risques, et
- des mesures d'atténuation des risques

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE ET D'ALERTE PRÉCOCE POUR LES SÉCHERESSES

Une sécheresse peut être définie de différentes façons. Une sécheresse météorologique, par exemple, désigne le manque de pluies. Une sécheresse hydrologique se produit lorsque le manque de pluie dure assez longtemps pour assécher les rivières et abaisser le niveau des nappes phréatiques. La sécheresse agricole commence lorsque le manque d'eau en vient à détruire les récoltes et tuer le bétail. Après quoi c'est la vie même des personnes qui est en jeu. La déclaration d'une sécheresse peut souvent être très subjective et éminemment politique.

Les mécanismes de prévision nécessitent des données correctes et la connaissance du terrain afin de pouvoir déterminer les répercussions de la sécheresse sur l'approvisionnement alimentaire et en eau. Mais jusqu'ici, la fiabilité de ces données était sujette à caution et elles n'ont souvent pas été suivies d'effet - avant qu'il ne soit trop tard. Des études prenant en compte les trois décennies passées ont établi que seul un quart environ des sécheresses avait été prévu avec succès un mois ou plus à l'avance - et que presque autant d'avertissements se sont avérés être de fausses alertes. Les faibles pluies en Afrique de l'Est à la fin de l'année 2010 avaient été prévues avec succès, mais non pas l'absence d'une longue saison des pluies au cours du printemps suivant, qui a fait de la crise une catastrophe. D'autres recherches pourraient y remédier.



En disposant de meilleures données, recherches et collaborations, les systèmes d'alerte précoce pourraient faire reculer la faim et les migrations de détresse résultant de la sécheresse. Les Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification devraient être aidés pour améliorer la recherche scientifique. Il en est de même pour les institutions concernées, afin qu'elles mettent en œuvre un système d'alerte précoce et donnent une impulsion à la planification en temps réel. Les politiques susceptibles d'empêcher les sécheresses de devenir des catastrophes devraient également être soutenues.

Des systèmes d'alerte précoce efficaces sont requis pour évaluer la situation du moment et suivre ainsi qu'évaluer les tendances en matière de climat et d'approvisionnement en eau. Un Système d'Alerte Précoce (SAP) facilite la mise à disposition d'informations utiles et à jour destinées à seconder les initiatives visant à éviter ou à réduire les risques ainsi qu'à préparer une réaction efficace.

De nombreux indicateurs de sécheresses naturelles devraient faire l'objet d'une surveillance systématique afin de déterminer le début et la fin d'un épisode ainsi que ses caractéristiques spatiales. Bien que tous les types de sécheresses proviennent d'un manque de précipitations, il est insuffisant de s'appuyer sur ce seul élément climatique pour en évaluer la gravité¹⁰. Afin d'être efficaces, les systèmes d'alerte précoce doivent intégrer les précipitations et d'autres paramètres climatiques aux informations portant sur l'eau, comme les débits, l'enneigement, les niveaux des nappes phréatiques, les niveaux des lacs et des réservoirs, l'humidité du sol, ainsi qu'une évaluation globale des sécheresses actuelles et futures tout comme de la situation de l'approvisionnement en eau (OMM, 2006). Parallèlement aux indices standards, les systèmes de connaissances locaux, y compris les connaissances traditionnelles des agriculteurs et des éleveurs, devraient également être intégrés dans le système d'information.

RENFORCER LE PROJET DE SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE EN CAS DE SÉCHERESSE (SEWS-D) EN AMÉRIQUE CENTRALE ET DANS LES CARAÏBES

Les sécheresses intenses qui ont lieu dans ce que l'on appelle le « couloir de la sécheresse » d'Amérique Centrale et de certaines îles des Caraïbes, combinées avec l'extrême vulnérabilité des communautés de la région face à ce fléau, ont forcé les gouvernements à mettre en œuvre une série de mesures. Le projet de renforcement des systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse (Strengthening Early Warning Systems for Drought, SEWS-D) vise à améliorer ces systèmes en faisant appel à des indices de sécheresse dérivés de produits satellites tels que l'indice de végétation par différence normalisée (NDVI), l'indice de condition de la végétation (VCI), le système d'indice de stress agricole de la FAO (ASIS) et d'autres produits du même type. Il a également pour objet de contribuer à l'institutionnalisation et à l'amélioration des systèmes d'alerte précoce (EWS) en cas de sécheresse en utilisant à la fois les informations fournies par les satellites et celles recueillies sur le terrain relativement aux conditions météorologiques, à la végétation, aux sols ainsi qu'aux aspects sociaux et économiques. La CNULCD contribue aux aspects politiques relatifs aux systèmes d'alerte précoce, notamment au travers de la mise en place de lignes directrices spécifiques sur une approche visant à formuler et à mettre en œuvre progressivement des politiques nationales de lutte contre la sécheresse. Une réunion régionale d'experts s'est déroulée les 18 et 19 juillet 2016 à Saint-Domingue, en République Dominicaine. Elle a permis de dresser un état des lieux de l'avancement du projet ainsi que le plan de travail pour le reste de l'année 2016 et pour 2017. La CNULCD collabore à ce projet multi-parties prenantes coordonné par la plateforme UN-SPIDER à Bonn.

CARTOGRAPHIE DE LA VULNÉRABILITÉ FACE AUX SÉCHERESSES

Parfois, dans certaines régions, un manque de pluie peut être compensé par un accès aux eaux souterraines, ou bien à des réservoirs mis en place par l'homme ou encore à l'humidité stockée par les sols de bassins versants boisés. Ailleurs, faute de ces mécanismes tampons, la sécheresse mène vite au dessèchement des cultures, à la mort du bétail et, si la population est pauvre et démunie, à la famine et à la mort. La distinction entre ces deux scénarios est aussi vitale que la prédiction des pluies. Aucune alerte précoce ne fonctionnera jamais si nous n'agissons pas pour protéger les plus vulnérables.

Le second aspect de la gestion des sécheresses porte sur l'évaluation des risques liés aux régions, groupes de population et secteurs vulnérables. La vulnérabilité est une condition qui découle de facteurs ou de processus sociaux, économiques et environnementaux et qui accroît la fragilité d'un système face aux impacts de la sécheresse.

L'estimation de la vulnérabilité est nécessaire pour comprendre « sur qui et quoi pèse la menace et pourquoi ? ».

Les aspects les plus importants de l'évaluation de la vulnérabilité sont notamment :

- l'enregistrement des impacts de la sécheresse sur les secteurs économiques vulnérables, à l'exemple de l'agriculture pluviale ou irriguée, du bétail, de l'environnement, de l'énergie, du tourisme, de la santé, etc. ;
- l'évaluation des raisons de la vulnérabilité et des conditions qui mettent à mal la capacité d'un système à résister à la sécheresse ;
- l'évaluation du degré ou de l'étendue des dommages ou des pertes susceptibles d'être causés par une sécheresse ;
- l'évaluation de la capacité des communautés touchées par la sécheresse à faire face aux retombées de cette dernière ;
- l'identification des secteurs, groupes de population et écosystèmes les plus menacés ainsi que des mesures d'atténuation adéquates et raisonnables pour lutter contre ces risques.

Afin de réduire la vulnérabilité face à la sécheresse, il est essentiel d'identifier les impacts significatifs et d'analyser les causes sous-jacentes. Les informations portant sur les impacts de la sécheresse et leurs causes sont indispensables pour réduire le risque avant que la sécheresse ne se produise et réagir comme il convient pendant et après la sécheresse. Il est important de combiner de meilleures prévisions météorologiques et des connaissances détaillées de la manière dont les paysages et les sociétés réagissent à un manque de pluie, mais aussi de traduire ce savoir en action rapide en l'espace de quelques semaines, voire parfois de quelques jours.

PROJET PILOTE SUR « LES OPTIONS POLITIQUES POUR LUTTER CONTRE LA SÉCHERESSE ET LEURS IMPLICATIONS ENVERS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE » EN ÉTHIOPIE ET AU KENYA

L'Institut allemand pour la politique de développement (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, DIE) et la CNULCD mènent conjointement un projet de recherche sur l'analyse des politiques et programmes en matière de sécheresse et de sécurité alimentaire dans deux États de la Corne de l'Afrique ; l'Éthiopie et le Kenya. Dans ces pays, le lien entre sécheresse et sécurité alimentaire est extrêmement puissant et une nouvelle dynamique anime aussi bien la politique que la coopération au développement. Nous étudions la manière dont les efforts pour améliorer la résilience à la sécheresse et la sécurité alimentaire aux niveaux régional, national et local ont mené à un changement dans la pratique politique des deux pays. Il s'agit là d'intéressants cas d'étude sur la résilience à la sécheresse et le développement de politiques, puisque les deux pays diffèrent sensiblement d'un point de vue politique et institutionnel tout en présentant des conditions écologiques similaires. Les réseaux régionaux et les implications pour les pays membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) font également l'objet d'enquêtes. Les résultats serviront à dresser la toile de fond avant de procéder à des analyses plus poussées et à des consultations avec les pays Parties sur le sujet du soutien nécessaire pour agir en faveur d'une meilleure résilience à la sécheresse. Calendrier : février - août 2016.



RENFORCER LES MESURES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE SÉCHERESSE

Un certain nombre de choses peuvent être dès à présent entreprises de manière très concrète. Un ensemble de mesures et d'actions - également appelées options de gestion du risque de sécheresse - permettant soit de renforcer la résilience à la sécheresse, soit de réduire les impacts de cette dernière quand elle se produit, peuvent être mises en œuvre. Ces mesures concernent tous les secteurs touchés par la sécheresse en se fondant sur leur degré de vulnérabilité. Néanmoins, il est particulièrement important pour l'agriculture et pour les secteurs dépendant de la disponibilité en eau et en services écosystémiques de travailler avec la nature et d'obtenir la combinaison de mesures appropriée.

Ces mesures et actions sont étroitement liées aux approches encouragées par les Parties à la CNUCLD, car elles impliquent souvent le renforcement des infrastructures naturelles et la gestion intégrée des ressources foncières et hydriques.

Les mesures d'atténuation importantes sont par exemple :

- La collecte des eaux, la protection des sources d'eau contre la pollution, le développement des sources d'eau comme les micro-barrages, les étangs et les puits, l'utilisation de réserves de sources d'eau souterraines, le rationnement/l'affectation de l'eau, etc. ;
- La restauration des pâturages et l'équilibre entre ressources terrestres et hydriques ;
- La récupération de la capacité de rétention d'eau des sols par la plantation d'arbres (y compris d'arbres fruitiers), la protection des berges et des zones humides ;
- La mise en œuvre d'une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) en atténuant par exemple les conflits entre utilisateurs en amont et en aval, en coordonnant plus efficacement les communautés, les secteurs et les utilisateurs de l'eau ;
- L'amélioration des systèmes d'irrigation ;
- La diversification des moyens de subsistance ruraux grâce à la protection sociale, des programmes de transfert de fonds ou un meilleur accès aux marchés et aux services ruraux - l'accès aux marchés pouvant contribuer à créer de nouveaux emplois non-agricoles susceptibles d'atténuer les répercussions des sécheresses ;
- L'assurance-récolte ;
- Le passage à des cultures résistantes à la sécheresse ; et
- La gestion de la production animale dans le paysage : relocalisation des troupeaux, migration des populations nomades et utilisation de zones réservées spécifiques.

ENQUÊTE SUR LES CULTURES RÉSISTANTES À LA SÉCHERESSE

La CNUCLD a élaboré une enquête pour évaluer la position de 16 pays africains ainsi que leur compréhension actuelle du concept de cultures résistantes à la sécheresse. Tous les pays ont confirmé faire pousser dans une certaine mesure des cultures résistantes à la sécheresse et reconnu le rôle de ces dernières dans l'atténuation des effets de ce fléau. Le millet, la patate douce, l'igname, le sorgho et le manioc sont les principales plantes mentionnées à cet égard. Dans la majorité des pays sondés, une transition vers des variétés végétales plus tolérantes à la sécheresse (y compris des variétés locales améliorées) et capables de résister aux changements climatiques croissants n'est pas écartée. La faible sensibilisation des agriculteurs et du gouvernement sur le sujet, des habitudes de consommation parfois inflexibles/traditionnelles ainsi que des problèmes d'ordre législatif sont mentionnés comme autant de facteurs empêchant l'avènement de cette transition.



CONFÉRENCE EN NAMIBIE SUR LA POLITIQUE AFRICAINE EN MATIÈRE DE SÉCHERESSE

La CNUCLD soutient l'organisation de la Conférence africaine sur la sécheresse qui doit se tenir à Windhoek en Namibie du 15 au 19 août 2016. Incluant des sessions techniques et un segment de haut niveau auquel participeront les ministres, la conférence servira de suivi opportun à la Réunion de haut niveau sur la Politique nationale de lutte contre la sécheresse (High-level Meeting on National Drought Policy, HMNDP) qui s'est tenue à Genève en mars 2013, ainsi qu'à la série d'ateliers de renforcement des capacités consécutifs en Afrique et dans le monde entier (<http://drought.unccd.int/drought/index.html>).

Il est attendu de cette conférence qu'elle permette de faire émerger une ébauche de stratégie de gestion de la sécheresse au niveau du continent africain. Cette stratégie pourra ensuite être ajustée pour s'adapter aux situations propres à chaque pays et mise en œuvre au niveau national.

Pour plus d'informations : www.africandroughtconference.com



Un changement de paradigme est indispensable afin de gérer les sécheresses. Le temps est venu pour les pays de développer et de mettre en œuvre des politiques nationales efficaces de lutte contre ce fléau et incluant les trois piliers de l'action dans ce domaine. Les pays doivent reconnaître que l'approche traditionnelle consistant à simplement « répondre » à la sécheresse n'est plus viable. Elle a bien trop souvent fait preuve de son inefficacité.

La sensibilisation à la sécheresse dans de nombreux pays est limitée et les capacités institutionnelles doivent être renforcées. Il convient donc de sensibiliser le public et de renforcer les capacités tant des citoyens que des institutions, notamment au niveau local : agriculteurs, éleveurs nomades ainsi que tous les acteurs et parties prenantes participant aux prises de décision. Ce sont eux qui doivent notamment se charger d'aider à identifier et à propager les bonnes pratiques qui fonctionnent dans les conditions rencontrées sur le terrain.

En étant proactif, en investissant dans des systèmes d'alerte précoces et en évaluant leur vulnérabilité, les pays peuvent mettre l'accent sur la « protection » plutôt que sur le « rétablissement ». Cela implique de comprendre où se situent les zones du pays les plus touchées par la sécheresse, mais également les personnes et les éléments vulnérables, ainsi que les raisons de cette vulnérabilité. Les systèmes intégrés de surveillance et d'alerte précoces qui collectent des informations relatives à l'incidence et à la sévérité des sécheresses peuvent permettre de mieux identifier les groupes de population et les régions géographiques vulnérables. Cela facilite les actions précoces et peut mener à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une vaste gamme de mesures d'atténuation, dont une meilleure gestion foncière, afin de réduire les impacts des futurs épisodes de sécheresse.

Finalement, un accroissement de la coopération et du partage des expériences ainsi que des réussites entre pays est indispensable. Une action de lutte contre la sécheresse bien planifiée et coordonnée aura un effet de propagation positif entre les différents secteurs et par-delà les frontières. Ce sont les couches sociales les plus pauvres et les plus vulnérables de la société qui en bénéficieront le plus.



1. Organisation météorologique mondiale (OMM) et Partenariat mondial de l'eau (Global Water Partnership, GWP) (2014) Lignes directrices pour une politique nationale de gestion de la sécheresse. Un modèle d'action (D.A. Wilhite). Integrated Drought Management Programme (IDMP). Tools and Guidelines (« Programme de gestion intégrée de la sécheresse. Outils et lignes directrices ») Series 1. OMM, Genève, Suisse, et GWP, Stockholm, Suède.
2. El Nino: overview of impacts, projected humanitarian needs and response (« Vue d'ensemble des impacts, besoins humanitaires prévus et réponse »), Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), mars 2016.
3. Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated food security and humanitarian Phase Classification, IPC) est une méthode permettant de classer les différentes phases des situations de sécurité alimentaire existantes sur la base des répercussions sur la vie et les moyens de subsistance des populations. L'IPC comprend cinq niveaux de sécurité alimentaire (appelés « phases ») : sécurité alimentaire (phase 1), insécurité alimentaire modérée/limite (phase 2), crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë (phase 3), urgence humanitaire (phase 4) et famine/catastrophe humanitaire (phase 5).
4. <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-36145184>
5. El Nino: overview of impacts, projected humanitarian needs and response (« Vue d'ensemble des impacts, besoins humanitaires prévus et réactions »), OCHA mars 2016.
6. <http://www.reuters.com/article/us-philippines-farmers-idUSKCN0WY3SV>
7. Dai, A. 2011. Drought under global warming: a review. (« La sécheresse dans un contexte de réchauffement climatique mondial : analyse ») WIREs Climate Change, vol. 2, pages 45 - 65. La carte utilise une mesure de la sécheresse appelée « Indice de sévérité de sécheresse de Palmer ». Un relevé de « -4 » ou moins est considéré comme une sécheresse extrême. Les zones rouges et violettes pourraient devoir faire face à davantage de sécheresses extrêmes inhabituelles. Cette carte ne prétend pas être considérée comme prévisionnelle, car le cours réel des émissions prévues de GES et les variations climatiques naturelles peuvent altérer les modèles de sécheresse. Elle illustre en revanche les possibilités de sécheresses futures dans le monde au cours des décennies à venir, sur la base des prévisions actuelles concernant les futures émissions de GES.
8. De façon surprenante, le risque de sécheresse normalisé en fonction du PIB ne semble pas être aussi élevé en Asie, en dépit d'une forte dépendance à l'égard de l'agriculture. Ce qui pourrait refléter le manque de données concernant des pertes historiques, ou une faible vulnérabilité face à la sécheresse en raison de l'irrigation (Banque Mondiale, 2005).
9. Wilhite, Donald A. et al (2014): Managing drought risk in a changing climate: The role of national drought policy, Weather and Climate Extremes 3, p. 1. (« Gérer le risque de sécheresse dans un contexte de changement climatique Le rôle des politiques nationales de lutte contre la sécheresse, Phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes »).
10. World Meteorological Organization (WMO) and Global Water Partnership (GWP). 2016. Handbook of Drought Indicators and Indices. (M. Svoboda and B.A. Fuchs). Integrated Drought Management Programme (IDMP). Integrated Drought Management Tools and Guidelines Series 2. Geneva.

Cover: Albert González Farran, UNAMID <https://www.flickr.com/photos/unamidphoto/12045697505/in/album-72157633900591820/>

Cover inside: Md. Khallid Rayhan Shawon, UNCCD Photocontest 2014

p.2: EU/ECHO/Anouk Delafortrie, <https://www.flickr.com/photos/69583224@N05/26340485346/in/album-72157664723888424/>

p.4: Ismael Alonso, <https://www.flickr.com/photos/soyignatius/6285527276/sizes/o/>

p.8: Albert Gonzalez Farran, UNAMID, https://www.flickr.com/photos/unep_dc/13538502433/sizes/o/

p.10: Imal Hashemi/Taimani Films/World Bank

p.13: Tri Saputro www.trisaputro.com for CIFOR.

p.15: Ollivier Girard for Center for International Forestry Research (CIFOR), <https://www.flickr.com/photos/cifor/8637096618/in/set-72157647483472355>

p.16: Fobin Jones/UN Photo

p.17: Georgina Smith, (CIAT), <https://www.flickr.com/photos/ciat/22664641188>

p.19: Ricardo Spencer, UNCCD Photocontest 2014

ISBN French e copy and paper copy

978-92-95110-29-8

978-92-95110-30-4





United Nations Convention to Combat Desertification
UN Campus, Platz der Vereinten Nationen 1, 53113 Bonn, Germany
Postal Address: PO Box 260129, 53153 Bonn, Germany
Tel. +49 (0) 228 815 2800
Fax: +49 (0) 228 815 2898/99
E-mail: secretariat@unccd.int
Web-site: www.unccd.int